

## Energie – climat : l'enjeu de la justice *La lutte des classes au 21ème siècle*

Fabrice FLIPO<sup>26</sup>

*Télécom-EM et Laboratoire de Changement Social et Politique (Paris 7 Diderot)*

### Résumé

Dans cet article nous abordons la question des émissions de gaz à effet de serre au travers de l'évolution différenciée des modes de vie, sur plusieurs décennies. L'évolution spatiale de la structure économique et de la répartition des revenus sont un déterminant fort de l'inégalité devant les émissions de GES. Schématiquement, les riches consomment beaucoup de produits à faible contenu relatif en GES, et les pauvres consomment peu de produits à fort contenu relatif en GES. Si 80 % de la population a le sentiment d'appartenir à la classe moyenne, en raison de modes de vie effectivement similaires, les riches ont la qualité, et les pauvres les copies issues de l'industrie.

### Mots-clés

Justice climatique, politique, philosophie, économie, inégalités

Energie et climat sont souvent appréhendés sous un angle excessivement technique. Quelques variables mises en système manquent trop de chair et d'humanité pour que l'on puisse se les approprier et les mettre en débat. Ajouter quelques tranches de vie individuelle pour rendre le tout plus vivant est un peu mieux mais on est encore loin de ce qu'il faudrait pour que le public puisse s'approprier largement les enjeux. Ce qui manque dans les travaux de Frank Geels, dont les ingénieurs sont si friands, ce sont les éléments qui sont indispensables à un cheminement moral et politique<sup>27</sup>. Cette condition indispensable du changement s'appelle le sens et c'est au niveau de ce que Geels appelle le « *paysage* » qu'il se joue. C'est à cet exercice que nous nous livrons ici, sur la base d'un livre publié récemment<sup>28</sup>.

Dans les années 1950, l'économie française était largement nationale : nous utilisions les produits que nous avons conçus et fabriqués, extrayant les matières premières de notre sol. Aujourd'hui, mon réfrigérateur est coréen, mon ordinateur japonais, mon téléphone finlandais, mes meubles sont suédois et réalisés à partir de bois tropical,

---

<sup>26</sup> Auteur notamment de *La décroissance, 10 questions pour comprendre et en débattre* (2007, rééd. 2010), *Nature et politique* (Amsterdam, 2014), *La face cachée du numérique* (L'Échappée, 2013) et *Ecologie : combien de divisions* (Le Croquant, 2015), avec C. Pilichowski, ancien responsable CGT

<sup>27</sup> F. Geels & J. Schot, Typology of sociotechnical transition pathways, *Research policy*, 36 (2007), p. 399-417

<sup>28</sup> F. Flipo, C. Pilichowski, *Ecologie : combien de divisions. La lutte des classes au 21e siècle*, Le Croquant, 2015.

mes habits sont vietnamiens ou tunisiens. Cette mondialisation réelle des échanges s'est accompagnée d'une flexibilisation et d'une pénibilité croissantes de l'emploi, ainsi que d'une stagnation des salaires. De nombreux biens se sont « démocratisés », de ce fait 75% des Français se sentent appartenir à la classe moyenne, en dépit d'écart de revenus qui peuvent être importants. Les vacances font exception, elles sont fortement clivantes, sur le plan des classes sociales. Les plus modestes sont aussi ceux qui sont massivement pris dans la production et la consommation de masse. C'est une raison majeure pour laquelle un soutien populaire à l'écologie tarde à émerger. Les classes populaires sont prises dans un ciseau : la stagnation des revenus, du fait des politiques d'austérité, et la raréfaction des ressources.

### « Nourrir le monde »

En dépit de ce qu'une vie urbaine et une économie de service peuvent laisser penser, l'activité agricole est toujours aussi centrale dans notre monde industrialisé. Elle structure 60% du territoire, conditionne une bonne partie de la qualité de l'environnement et influera de plus en plus sur l'offre en ressources. De l'usage de la terre dépend notre avenir à tous.

Au lendemain de la guerre 1939-1945, chaque agriculteur nourrissait en moyenne deux personnes ; aujourd'hui, c'est vingt à trente fois plus. La clé ? Des rendements élevés, de l'ordre de cent quintaux à l'hectare en ce qui concerne le blé, l'une des plantes qui a le plus bénéficié de l'intensification industrielle. La majorité des fruits et légumes sont lisses, gros, réguliers et « beaux ». Apparemment, nous n'avons jamais aussi bien « nourri la planète ». Les moyens de cette réussite sont la mécanique, la technologie et les intrants industriels (engrais, produits phytosanitaires). Le champ est devenu une « usine à l'envers » : le produit (la plante) est fixe et la machine se déplace. D'où une augmentation de la taille des exploitations. Un constat similaire peut être fait en ce qui concerne la pêche et l'usage des écosystèmes marins. Les petits bateaux inefficaces et peu sûrs ont laissé la place à des instruments plus performants, tels que des chalutiers et d'immenses filets dérivants. Ainsi pouvons-nous consommer thon, saumon et autres produits autrefois réservés à une élite, voire même inconnus. Et ce n'est qu'un début, car la population continue d'augmenter et la production devrait croître de 60%<sup>29</sup>, ce qui supposerait de « moderniser », intensifier, mécaniser, continuer de détruire les petites exploitations, favoriser le remembrement (toujours en cours en France).

Des changements fantastiques ont aussi été réalisés du côté de la distribution. Les marchés et le petit commerce ont cédé la place à un système très élaboré de camions réfrigérés et de grandes surfaces, permettant d'abaisser considérablement les coûts. « Mammouth écrase les prix » disait dans les années 1980 le slogan d'une enseigne aujourd'hui disparue. Le marché et la concurrence permettraient de faire baisser les

---

<sup>29</sup> FAO, *Etat de l'insécurité alimentaire dans le monde*, 2015.

prix. Le consommateur a de plus des dizaines de milliers de produits à sa disposition. Qui vient d'un pays à bas niveau de vie ne peut en effet qu'être estomaqué devant l'incroyable profusion de produits en tout genre, les dizaines de types de yaourt, dentifrice, etc. La grande distribution a appliqué dans le domaine de la distribution les recettes utilisées dans le domaine de l'agriculture : mécanisation, concentration, gains de productivité – et hausse du PIB. D'où aussi la « compétitivité » de l'agriculture française, qui rapporte neuf milliards d'euros chaque année dans la balance commerciale.

Cette réalité a un revers moins triomphant. Le modèle repose sur une consommation élevée d'énergie, principalement d'origine fossile. L'énergie représente 20 à 60% du coût des produits alimentaires<sup>30</sup>. Les engrais minéraux dépendent des fossiles pour leur extraction et leur fabrication. La France est le septième plus gros consommateur au monde d'engrais minéraux. La potasse est abondante, mais le « pic de phosphate » pourrait intervenir d'ici quelques décennies. Ces marchés sont tous globalisés et de nature oligopolistiques, similaires à ce qui se passe dans le domaine des énergies fossiles. En France, l'alimentation représente 1,5 tonne de gaz carbonique par habitant, soit trois fois la quantité annuelle maximum par habitant, si elle était répartie de manière égalitaire à l'échelle planétaire. Comparée à cette gabegie, la riziculture ne représente que 10% des émissions globales agricoles, trois fois moins que la contribution des engrais synthétiques. Et le brûlis, seulement 5%<sup>31</sup>.

La « productivité » obtenue par la mécanisation à outrance implique la simplification des écosystèmes et l'effondrement des variétés, sauvages et cultivées. Le secteur est extrêmement concentré et globalisé. Les semences commercialisées sont fortement dégénèrescentes, on ne peut les ressemer. Les pesticides sont trop peu sélectifs et empoisonnent des espèces présentes, y compris les espèces utiles (ou « auxiliaires »). Les populations d'oiseaux dans les espaces agricoles ont diminué de 30%, entre 1970 et 2000, en Europe et en France. Les populations d'abeilles se sont effondrées. Le labour répété des terres par des engins très lourds finit par former une espèce de ciment étanche duquel toute vie a disparu, provoquant par la même occasion un relâchement massif de carbone dans l'atmosphère. Les eaux de pluie ne pénètrent plus, ce qui favorise les inondations en aval. À l'échelle mondiale, le tiers des terres arables a disparu, au cours des quarante dernières années<sup>32</sup>.

Cette agriculture prend-elle au moins soin de ses travailleurs ? Les rémunère-t-elle correctement ? La réponse est négative. Sa vocation était à l'origine la destruction de l'emploi et l'exode rural, pour grossir les rangs des ouvriers des usines qui se développaient. Objectif atteint. Aujourd'hui encore, les petites exploitations continuent de disparaître : un quart en moins entre 2000 et 2010. L'agriculture fait

<sup>30</sup> OCDE, *Les effets de la hausse des prix du pétrole sur l'activité économique et l'inflation*, 2011.

<sup>31</sup> FAO, *Agriculture, forestry and other land use emissions by sources and removals by sinks*, mars 2014.

<sup>32</sup> D. Pimentel & al., « Environmental and economic costs of soil erosion and conservation benefits », *Science*, vol. 267, n° 5201, feb. 24, 1995, 1117-1123.

partie des secteurs où l'exploitation est la plus dure<sup>33</sup>. Les agriculteurs sont très endettés : 50% du revenu avant impôt en moyenne<sup>34</sup>. La dette gouverne leurs choix, ainsi que leur emploi du temps. Travailler sept jours sur sept, souvent neuf ou dix heures par jour (55 heures en moyenne)<sup>35</sup>, pour des revenus de misère est le lot commun. Une toute petite minorité d'*agrobusinessmen* vivent comme des rois.

Les produits industriels sont gonflés au sucre, à l'eau ou aux graisses, qui sont des produits peu onéreux, et permettent de faire prendre du poids au produit à peu de frais. Le consommateur en fait les frais. En 2010, l'obésité a tué trois fois plus que la sous-nutrition<sup>36</sup>, 10% de la population mondiale est obèse. Cinq fruits et légumes par jour ? Des études montrent que la pêche de 1950 contenait 26 fois plus de vitamine A que la pêche industrielle contemporaine<sup>37</sup>. En un demi-siècle, la pomme de terre a perdu plus de la moitié de sa vitamine C et de son fer, plus d'un quart de son calcium. Si riches et pauvres mangent à peu près la même chose, en France, en termes de catégorie de produits, le contenu est très différent<sup>38</sup>. Les premiers peuvent encore acheter de la qualité, tandis que les autres dépendent de la nourriture industrielle. Où ressort la question sociale, indissociablement.

Un autre enjeu majeur est la production de viande, qui affame littéralement le monde, le fait est trop peu connu. La consommation a pratiquement triplé en un siècle dans notre pays (de 30 à 100 kg par habitant et par an, en moyenne). Or un régime alimentaire riche en viande demande trois à huit fois plus de terres, par rapport à un régime à base végétale<sup>39</sup>. En France comme à l'échelle mondiale, les deux tiers des terres sont consacrées aux animaux ou à leurs aliments, généralement en concurrence avec la nourriture humaine. Au Costa Rica le bétail a fait disparaître 80% des forêts. L'Europe utilise près de dix fois sa surface en terres dans le tiers-monde pour la production d'aliments destinés au bétail. Les *Cahiers de l'Alliance Végétarienne* estiment que le monde peut nourrir trente milliards d'habitants, si l'on adopte un régime végétarien<sup>40</sup>. L'élevage représente en outre 18% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. C'est 35% des émissions de carbone de l'alimentation<sup>41</sup>.

---

<sup>33</sup> EU Agency for fundamental rights, *Severe labour exploitation: workers moving within or into the EU*, 2015.

<sup>34</sup> D. Caraes, *Chambres d'agriculture*, Conférence de presse 10 avril 2013. <http://www.chambres-agriculture.fr>

<sup>35</sup> CNASEA, *Le temps de travail en agriculture*, 2005.

<sup>36</sup> H. Wang & al., « Age-specific and sex-specific mortality in 187 countries 1970-2010 », *The Lancet*, vol. 380, n° 9859, 2071-2094, 15 déc 2012.

<sup>37</sup> A. Rousseaux, *Faudra-t-il bientôt manger cinquante fruits et légumes par jour ?* Bastmag, 16 sept 2010. <http://www.bastmag.net>

<sup>38</sup> Insee, *Cinquante ans de consommation en France*, 2009, p. 53

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 70

<sup>40</sup> *Cahiers de l'Alliance Végétarienne*, n°9, « Nourrir son monde », 2002.

<sup>41</sup> Ademe & Vous, n°55, mai 2012.

Encadré : Le « jour de dépendance »

La *New Economics Foundation* date le jour à partir duquel un pays a théoriquement épuisé les approvisionnements fournis par sa propre flotte de pêche, en y intégrant même la production du secteur de l'aquaculture<sup>42</sup>. Pour l'Hexagone en 1990 cette date fatidique – et théorique – tombait le 6 septembre ; en 2011, c'était le 13 juin ; cette année (2015), c'est le 25 mai.

Si les fruits et légumes sont standardisés, sans goût et sans saveur, c'est aussi pour des raisons de transportabilité : une tomate en carton résiste bien à des milliers de kilomètres sur les routes. D'où un certain nombre de conséquences. Les emballages, tout d'abord, cent milliards par an qui partent à la poubelle, cinq fois plus qu'il y a trente ans<sup>43</sup>. Huit milliards de pots de yaourt non recyclables par an. Dans la nature, ils mettent des siècles à disparaître. Des millions d'animaux meurent chaque année à cause des sacs plastiques. Les emballages servent principalement à deux fonctions : transporter la marchandise et séduire le consommateur, sans lui permettre d'essayer le produit. L'alimentaire représente 30% des flux total de fret routier, 50% des tonnes-kilomètres parcourus. C'est une conséquence directe d'un phénomène mondial : la spécialisation des territoires sur quelques productions, que l'on échange à des milliers de kilomètres contre autre chose. Ainsi le Limousin, grande région agricole, importe-t-il 90% de ce qu'il consomme.

Réduire les émissions de GES exige de faire passer la qualité en premier. Et la qualité, ça se paie. Il est donc question de revenus. L'agriculture de qualité est à l'opposé de ce que prône Xavier Beulin pour qui la nourriture bio ou AOC, c'est pour 20 % de la population, « *et encore je suis large* », « *on a 50 millions de consommateurs en France qui ne peuvent pas dépenser plus de 11 % pour leur alimentation* »<sup>44</sup>. Une agriculture écologique est possible<sup>45</sup>, mais elle nécessite que les consommateurs aient les revenus nécessaires pour la payer, et que les paysans disposent de terres pour cultiver. Deux conditions qui ne sont pas du goût du patron de la FNSEA, pour qui quand on a 2 hectares, on n'est pas un paysan.

## Les ambiguïtés du « compromis fordiste »

Le compromis fordiste était fondé sur le partage de la valeur ajoutée. Les travailleurs bénéficiaient peu à peu de ce qui était réservé aux élites. Celles-ci jouaient en quelque sorte le rôle d'éclaireurs ou d'avant-garde. En achetant les produits chers, elles ouvraient les débouchés qui permettaient ensuite à tous de profiter de l'élévation des

<sup>42</sup> <http://www.neweconomics.org>

<sup>43</sup> APE/FNE/CNIID, *Les emballages utiles et inutiles*, Brochure 2005. <http://www.agirpourenvironnement.org/pdf/guideemballage.pdf>

<sup>44</sup> Intervention sur BFM TV

<sup>45</sup> J. Caplat, *Changeons d'agriculture : réussir la transition*, Actes Sud, 2014. Voir aussi le rapport Olivier De Schutter, Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Assemblée générale de l'ONU, 20 décembre 2010. Et *L'agriculture écologiquement intensive face au changement global*, 2011, p. 31. [www.aei-asso.org](http://www.aei-asso.org)

niveaux de vie. Mais les « Trente Glorieuses » ont une face cachée moins riante : l'intégration de plus en plus profonde des besoins dans un système industrialisé confronté à des limites écologiques qui se font pressantes. Un premier élément massif est la réorganisation de l'espace, notamment de l'habitat. Un second est la mutation des emplois, liés à l'évolution rapide de la place de la France dans la division du travail. Les emplois dans l'industrie ont continué de croître jusqu'en 1974, avant de diminuer régulièrement au bénéfice des services<sup>46</sup>. En 1949 l'agriculture occupait un actif sur trois, autant que l'industrie, elle n'en représente plus que 4%. L'implantation des usines a alimenté la croissance des villes.

L'urbanisation est présentée comme un phénomène positif et mondialisé : dans les prochaines décennies, jusqu'à 80% de la population pourrait vivre en ville. Les premiers arrivés se sont entassés dans des bidonvilles, dans les années 1950, et des cités ouvrières, qui étaient souvent fabriquées à partir de matériaux de récupération. Aux bidonvilles ont succédé les immeubles en préfabriqué, issus de l'industrialisation du bâtiment<sup>47</sup>, qui offraient le confort pour un prix modique. La cité des 4000, à la Courneuve, est l'emblème de cette urbanisation : quatre vastes barres qui accueillent anciens paysans et pieds-noirs, une population travaillant dans les usines et utilisant massivement les transports en commun. Un accès au confort qui a changé leur vie. Pour la première fois, la grande majorité avait accès à l'eau courante, au chauffage central, à une salle de bain. Puis la voiture permet de fuir les logements collectifs en voie de dégradation et d'échapper à la hausse des prix en ville. Les avantages de l'étalement urbain<sup>48</sup> sont nombreux : coût de la construction (120 000 euros TTC pour 115 m<sup>2</sup> habitables)<sup>49</sup>, trajets plus longs en distance mais plus rapides, proximité d'hypermarchés aux prix modérés. Les surfaces disponibles augmentent : de 25 m<sup>2</sup> à 40 m<sup>2</sup> par habitant, entre 1972 et 2006. On est encore loin de la surface moyenne étasunienne (210 m<sup>2</sup>), mais c'est 26 fois la surface moyenne africaine.

Aujourd'hui, deux situations prédominent largement dans le paysage français : la moitié de la population (52%) est propriétaire de sa maison individuelle (35% sont dégagés des contraintes de remboursement, 18% sont encore en train de rembourser leur emprunt immobilier), un quart est locataire en appartement (14% dans le secteur libre, et 10% dans le secteur social)<sup>50</sup>. La maison individuelle est « *symbole de qualité de vie, d'espace et de convivialité* » pour 82% de nos concitoyens<sup>51</sup>. Aujourd'hui ce rêve est réalisé pour deux tiers des Français (64%).

---

<sup>46</sup> G. Bouvier & C. Pilarski, « Soixante ans d'économie française : des mutations structurelles profondes », *Insee Première*, n°1201, 2008.

<sup>47</sup> A. Rosendiz-Vazquez, *L'industrialisation du bâtiment*, Thèse de doctorat, Cnam, 2010.

<sup>48</sup> CGDD, « Coûts et avantages des différentes formes urbaines », *Études & Documents*, n°18, 2010.

<sup>49</sup> Union des Maisons Françaises + CSTB, *Le béton prêt à l'emploi*, document B54, 2007, p. 13

<sup>50</sup> Credoc, « Les difficultés des Français face au logement », *Cahier de recherche* n°265, 2009.

<sup>51</sup> S. Djefal & S. Eugène / Credoc, « Être propriétaire de sa maison: un rêve largement partagé », *Consommation & Modes de vie*, n°177, 2004.

Dans le même temps les produits de consommation continuent de s'industrialiser, et donc de dépendre de l'énergie. Entre 1950 et 1970 le nombre d'heures de main-d'œuvre pour construire un logement est divisé par trois<sup>52</sup>. Le scénario est le même du côté de l'ameublement et de l'équipement. L'industrialisation du meuble connaît une évolution foudroyante, avec l'invention des grandes surfaces spécialisées dont Ikea est l'emblème le plus visible. Le meuble jetable combat activement l'idée d'un patrimoine à transmettre aux générations à venir<sup>53</sup>. Derrière ses tarifs attrayants, le meuble en kit a une durée de vie très limitée (8 à 15 ans, d'après les constructeurs<sup>54</sup>). C'est une industrie devenue très vulnérable à la raréfaction de l'énergie<sup>55</sup> et des matières premières<sup>56</sup>.

Apparemment, les Français « s'enrichissent », ils s'équipent. La réalité est moins riante. D'abord cette évolution ne concerne pas tout le monde. Trois millions de personnes en France sont toujours dans une situation de mal-logement, surpeuplement, insalubrité, etc. auxquels s'ajoutent trois millions de précaires<sup>57</sup>. Deux fois plus de SDF en 2014, par rapport à 2001. 20% des logements modestes sont concernés par un défaut majeur, tel qu'un manque d'étanchéité, une fuite, etc. Autant sont touchés par la précarité énergétique<sup>58</sup>. Pour les plus modestes, les revenus baissent, les crédits s'allongent, la propriété est de moins en moins envisageable, et la facture d'énergie augmente. C'est exactement l'inverse du côté des hauts revenus. « Une société à deux vitesses s'est mise en place : pour une surface habitable par personne équivalente, les cadres, les professions intellectuelles supérieures et les professions intermédiaires dépensent proportionnellement de moins en moins pour se loger, contrairement aux employés et aux ouvriers »<sup>59</sup>. Rappelons que le droit au logement est constitutionnel : une ordonnance de 1945 permettrait en principe de mobiliser ces logements<sup>60</sup>, mais aucune sanction n'existe envers quiconque le violerait.

La France s'est désindustrialisée ou tertiarisée, ce qui revient au même. Les usines étant parties fumer ailleurs, le bâtiment est devenu le premier poste de consommation d'énergie. Des progrès ont été réalisés, depuis les années 1970. Mais l'efficacité a été compensée par la croissance numérique et la surface. Le secteur consomme donc 50% d'énergie en plus qu'en 1973. Le logement n'est pas le seul poste à progresser, sur le plan des coûts : les dépenses de transport sont passées de 11% en 1960 à 18% du budget des ménages, dans les années 1980. Le prix des véhicules est en baisse constante, en raison des innombrables transformations du

<sup>52</sup> Les nouvelles frontières du « low cost », Constructif, n°28, 2011. <http://www.constructif.fr>

<sup>53</sup> J.-C. Vogley, *L'ameublement français : 850 ans d'histoire*, Eyrolles, 2014.

<sup>54</sup> Eco-mobilier, dossier de presse 2013. <http://www.eco-mobilier.fr>

<sup>55</sup> C. Marbach, *Le meuble en kit*, SESSI, 2007.

<sup>56</sup> UNIFA, *La hausse des matières premières fragilise les industries françaises de l'ameublement*, 2008.

<sup>57</sup> Insee, *Enquête logement*, 2006 ; Fondation abbé Pierre, *État du mal-logement*, 2014.

<sup>58</sup> Credoc, *Les difficultés des français face au logement*, Cahier de recherche n°265 2009.

<sup>59</sup> *Ibid.*

<sup>60</sup> M. Piquemal, « Pourquoi aucun logement n'a été réquisitionné depuis un an », *Libération*, 11 décembre 2013.

secteur. Mais la dépendance au pétrole est là. La voiture s'est banalisée pour les déplacements locaux. C'est sur les grandes distances (supérieures à 80 km) que se font les inégalités, en termes de fréquence comme de distance. L'avion est particulièrement révélateur, bien que le *low cost* relativise l'écart. Les ouvriers ne font qu'un septième des voyages et un tiers des distances, sur chaque voyage.

Encadré : « L'effet barbecue »

Les classes populaires polluent plus que les classes plus aisées au quotidien (logement et véhicules anciens), comme nous l'avons montré, mais « l'effet barbecue » réside dans le fait que les premiers vont faire un barbecue pas loin de chez eux le week-end, et en vacances, alors que les seconds réduisent à néant toutes leurs économies de CO<sup>2</sup> en prenant une seule fois l'avion, ce qu'ils font volontiers.

La voiture sans pétrole et à bas coût n'est pas pour demain. Réduire la dépendance à ce moyen de transport est la seule option viable. Certaines réalités doivent alors être affrontées. La France n'est pas Paris, où les scores des transports « doux » sont merveilleux : 46% des déplacements sont réalisés par la marche à pied, 12% en voiture, 33% transports collectifs et 3% en vélo. Sans le véhicule motorisé les vastes périphéries urbaines, avec leurs centres commerciaux, leurs grandes surfaces spécialisées etc. seraient presque inhabitables. 85% des courses se font en hypermarché. Les zones commerciales ou tertiaires ont contribué pour moitié à la croissance des surfaces artificialisées. Un département disparaît tous les sept ans. L'artificialisation des sols s'opère pourtant à 60 % aux dépens des meilleures terres agricoles<sup>61</sup>. L'étalement urbain accroît naturellement la consommation moyenne d'énergie.

La question des transports dans le rapport à l'urbanisme a longtemps été négligée, et les connaissances en la matière ne sont pas encore très sûres. Quelques idées reçues doivent cependant être remises en cause. L'une d'entre elles est le poids du travail, dans les déplacements : il est minoritaire, autour de 40% des déplacements locaux. Même dans le cas de la population active, le travail et les affaires professionnelles ne représentent que 50% des déplacements ; le reste, ce sont les accompagnements (8%), les achats (10%), les autres affaires personnelles (9%), les loisirs et les visites (23%)<sup>62</sup>. C'est le mode de vie tout entier qui est « automobilisé », et pas seulement le fait de se rendre au travail<sup>63</sup>. On comprend mieux pourquoi la taxe carbone est peu populaire.

Les transports « doux » doivent-ils pour autant être délaissés ? Au contraire, mais l'aménagement du territoire et les habitudes doivent être repensées. Un accès de proximité aux services essentiels est un impératif, qui allège à la fois la facture et l'impact écologique. Et c'est possible, dès maintenant. À Nantes, qui se distinguait

<sup>61</sup> CGDD, « L'artificialisation s'opère au détriment des terres agricoles », *Le point sur*, n°75, 2011.

<sup>62</sup> C. Raux & al., Rapport ETHEL R3, 2006 ; CGDD, « Coûts et avantages des différentes formes urbaines », *Études & Documents*, n°18, 2010.

<sup>63</sup> CGDD, *Ibid.*

pour son usage important de l'automobile, le vélo et le transport en commun ont progressé, la part de la voiture est passée de 62% des déplacements en 2002 à 57% en 2008. Aux Pays-Bas, le vélo permet 34% des déplacements de moins de 7,5 km, il est vrai plutôt au détriment des transports en commun que des voitures. L'intermodalité s'est développée. L'individu possède une part d'arbitrage. La moitié des déplacements professionnels en voiture font moins de 3 km, ils peuvent être aisément couverts en vélo, dans la plupart des cas<sup>64</sup>. En Belgique, la part du vélo était de 2 % en Wallonie et de 13 % en Flandres. L'Alsace se distingue par son fort usage du vélo et de la marche à pied. La densité en services essentiels est la variable clé. Une étude en Midi-Pyrénées où la voiture est reine a montré que les distances parcourues sont deux fois plus importantes en périurbain qu'en zone rurale.

*Encadré : L'arnaque de la « productivité » matérielle ou de « l'efficacité » assise sur le PIB*

Cet indicateur utilisé partout (OCDE, etc.) ramène la consommation matérielle à la valeur ajoutée produite. Ainsi la France serait-elle « plus productive » ou « plus efficace » sur le plan matériel et écologique qu'un pays pauvre, qui « fait moins d'euros » avec un kilo de matière ou de pétrole. Cet indicateur induit profondément en erreur, car il est relatif à une évaluation monétaire, et non à un usage. Dans sa logique, une Ferrari fait un usage « plus efficace » du pétrole qu'une Twingo, puisqu'elle « génère » 100 000 euros de valeur ajoutée pour 15 litres d'essence aux 100 km qu'elle consomme. De même, le riche qui possède un réfrigérateur ultraperformant et hors de prix, « génère » plus de valeur ajoutée par kWh consommé. En résumé, un kilo de produit cher serait « plus efficace » qu'un kilo de produit pas cher. Ça n'a aucun sens. C'est à l'utilité sociale que l'efficacité écologique ou économique doit être ramenée.

## Conclusion

Notre paysage est encore incomplet. Le secteur de la santé par exemple n'a pas été abordé. Jean-Claude Salomon estime que sur les 10 000 médicaments vendus en pharmacie, 150 sont vraiment utiles<sup>65</sup>. Y a-t-il une raison à ce que la sécurité sociale serve de fonds de commerce aux grandes firmes pharmaceutiques ? Quel en est le coût énergétique ? Les quelques idées avancées jusqu'ici permettent cependant de dégager quelques idées « fortes » au sens où elles ne tombent pas sous le sens, alors qu'elles sont tout à fait cruciales. Une première idée est que la classe moyenne a bien un sens, en dépit d'inégalités fortes de salaire et de revenus, de localisation ou de catégorie socio-professionnelle<sup>66</sup>. Une large partie de la population vit en effet dans des conditions similaires, sur le plan des modes de vie. A ceci près que les riches ont la qualité, les originaux, et les pauvres les copies à bas coût. Une législation prenant les classes moyennes supérieures en référence se heurtera nécessairement à des résistances. Ce n'est que justice. Une seconde idée est qu'industrialisation ne rime

<sup>64</sup> Commissariat général au développement durable, *Mobilité, op. cit.*, 2010.

<sup>65</sup> [http://surmedicalisation.fr/?page\\_id=303](http://surmedicalisation.fr/?page_id=303)

<sup>66</sup> R. Bigot, « Les classes moyennes sous pression », *Cahier de Recherche du Credoc*, n°249, 2008.

pas forcément avec enrichissement. De nombreux besoins peuvent être mieux satisfaits avec moins d'industrie. Remis dans une perspective plus large, « l'enrichissement » est moins certain. Une bonne partie tient à la contre-partie du travail. La question de la justice est relativement indépendante du contenu : les pauvres souhaitent avoir leur part de « la richesse », quel qu'en soit le contenu. Car les inégalités sont massives, et largement méconnues, c'est la troisième idée. Tout ce qui est au-dessus de 4 800 euros par ménage, dans les 10% les plus riches, représente environ 90 milliards<sup>67</sup>. Redistribués à la moitié de la population, cela fait tout de même environ 600 euros de plus par mois. Si l'on considère seulement les 10% les plus modestes, c'est 3 100 euros de plus par mois. Et c'est trois fois plus si on prend en compte le patrimoine, sur la base des chiffres de Piketty<sup>68</sup>. Le niveau de vie des 10% les plus modestes tourne autour de 7 000 euros par an<sup>69</sup>. Les plus modestes sont fortement dépendants de produits très industrialisés, quand les riches se paient de l'artisanal. C'est d'ailleurs ce qui permet aux riches parfois de stigmatiser les plus modestes, qui seraient les premiers « pollueurs », comme s'ils avaient choisi ce mode de vie en connaissance de cause, en toute liberté. À l'évidence ce n'est pas le cas, la désinformation a été massive, c'est la quatrième idée : on a laissé les gens s'installer dans des conditions qui vont devenir difficiles, un peu comme ces maires qui accordent des permis de construire en zone inondable. Si les 10-15% des plus pauvres ont bien des modes de vie relativement sobres, en partie de manière subie, comme le montre Paul Ariès<sup>70</sup>, ce n'est pas le cas des 70-80% qui font partie de ce que nous avons appelé la classe moyenne. Et l'empreinte écologique s'envole quand on arrive dans les 10% les plus riches, qui pèsent de manière démesurée sur la planète<sup>71</sup>.

---

<sup>67</sup> On peut trouver des chiffres sur le blog *Alternatives Économiques* de Jean Gadrey, 3 mai 2015.

<sup>68</sup> Sachant que le revenu des ménages est de 1300 milliards, et que les 1% les plus riches en France captent 10% des revenus, soit 130 milliards.

<sup>69</sup> Cf. le Cahier de Recherche du Credoc déjà cité, 2012.

<sup>70</sup> P. Ariès, *Écologie et cultures populaires*, Éditions Utopia, 2015.

<sup>71</sup> H. Kempf, *Comment les riches détruisent la planète*, Points, 2014.